

Allocation universelle : les rouges à vif

DEBAT

D'aucuns le jugeaient trop discret ? Lors d'un entretien avec la presse mardi, Paul Magnette a brisé la glace, affirmant tout à trac son engagement pour la régionalisation de l'enseignement et de la culture (sans cela, « *la Wallonie est eunuque* », a-t-il osé), aussi en faveur de l'allocation universelle. Deux sujets dans l'air du temps et qui divisent en PS. Coup double. Tout le monde en parle. Et les débats ne sont pas légers : ici, il est question du maintien de la Communauté française, là d'un glissement conceptuel de premier ordre pour les socialistes. A savoir : en finir avec le modèle de Sécurité sociale pour un autre fondé sur l'octroi d'une allocation universelle, ou revenu de base, auquel tous auraient droit, sans conditions, indépendamment du revenu lié à un emploi, ce qui permettrait à chacun, croient savoir ses partisans, de se consacrer à des activités librement consenties - s'il le souhaite.

Testée en Finlande, à Utrecht aux Pays-Bas, rejetée par référendum en Suisse, l'idée reste exploratoire : on parle d'une allocation de 500 ou 1.000 euros, on s'inquiète pour son financement, on tâtonne. Elle séduit cependant.

Et pas (plus) seulement les intellectuels (Philippe Van Parijs est pionnier). Les partis s'en mêlent. Ecolo imagine une allocation complémentaire au revenu du travail, le MR (Georges-Louis Bouchez en tête) s'ouvre, au moins en théorie, à l'idée qualifiée généralement de libérale-libertaire, le PS s'interroge.

Le débat s'étend, l'issue n'est pas écrite. Laurette Onkelinx fait savoir qu'il y a mieux à faire (individualisation des droits, réduction du temps de travail) que d'« *exploser la Sécurité sociale* », Rudy Demotte parle d'« *utopie destructrice* » et de « *miroir aux alouettes* ». Le ministre-président francophone nous confirme : « *Je défends le système d'assurance sociale où le facteur travail est le pivot solidariste de la redistribution. Avec l'allocation universelle, on tombe dans un régime "assistanciel", ce n'est pas un hasard si le projet est soutenu à droite.* » Fin 2015, dans une note de travail, l'Institut Emile Vandervelde, centre d'études du PS, désignait « *au mieux une utopie irréaliste ; au pire, un outil de destruction du système de protection sociale* ». Si le débat ne laisse pas les socialistes indifférents, on conviendra que Paul Magnette est un peu tout seul pour le coup. ■

DAVID COPPI